



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LE PROGRAMME¹**

PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

<p>Intitulé du programme & numéro du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intitulé du programme: Soutien d'urgence à la Force de Sécurisation des Élections Législatives en Guinée. • Numéro du programme (<i>le cas échéant</i>): • Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires):³ 87599 	<p>Pays, localité(s), domaine(s) prioritaire(s) / résultats stratégiques²</p> <p><i>Pays/Région : République de Guinée ; Conakry et 33 préfectures du pays</i></p> <p><i>Domaine prioritaire/ Réconciliation Nationale</i></p>
<p>Organisation(s) participante(s)</p> <p>Organisations ayant perçu directement des fonds de la part du Bureau du MPTF, pour la mise en œuvre du présent Programme</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</i> • <i>Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme</i> 	<p>Partenaires d'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>CENI</i> • <i>Forces de sécurisation des élections législatives</i>
<p>Coût du Programme/du Projet (en dollars)</p> <p>Total Project Cost: 5 141 512 USD</p> <p>Peacebuilding Fund: 2 275 305,00 USD</p> <p>Government Input: 2 316 207, 00 USD</p> <p>Other: 550 000 USD</p> <p>Total: 5 141 512 USD</p>	<p>Durée du Programme</p> <p>Durée totale (<i>en mois</i>) : 5 mois</p> <p>Date de démarrage⁴ : Août 2013 (<i>jour/mois/année</i>)</p> <p>Date de fin prévue à l'origine⁵ : Décembre 2013 (<i>jour/mois/année</i>)</p> <p>Date de fin réelle⁶ (<i>jour/mois/année</i>)</p> <p>Dans le cadre de son (ou de leur) système(s), les institutions d'exécution ont-elles procédé à la</p> <p align="right"> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </p>

¹ Le mot « programme » représente globalement l'ensemble des programmes, des programmes conjoints et des projets.

² Les « résultats stratégiques », tels qu'ils sont définis dans le Plan directeur du PBF, le Plan des priorités ou le Descriptif de projet.

³ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

⁴ La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

⁵ Lors de l'approbation du Descriptif de projet original par l'Instance décisionnaire concernée/le Comité directeur.

⁶ S'il y a eu prolongation du projet, la date de fin révisée et approuvée devrait figurer à cet endroit. A défaut d'approbation d'une quelconque extension du projet, la date de fin réelle est la même que celle prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute Organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. Concernant le Mémoire d'accord, les organisations participantes doivent signaler au Bureau du MPTF que tel ou tel programme arrive au terme de ses activités opérationnelles. Voir le site [MPTF Office Closure Guidelines](#).

clôture opérationnelle du programme?
Date de clôture financière prévue⁷:

Évaluation du programme /examen/évaluation à mi-parcours

Évaluation achevée
 Oui Non Date: *jour/mois/année*

Rapport d'évaluation - joint
 Oui Non Date: *jour/mois/année*

Rapport soumis par

- Nom: Adama-Dian Barry
- Titre: Chargée de Programme
- Organisation participante (principale): PNUD
- Adresse e-mail: adama.dian.barry@undp.org

- Nom : Eucher Eklou-Koévanu
- Titre : Charge de la promotion OHCDH
- Organisation participante (principale):
Adresse email: eeclu-koevanu@ohchr.org

⁷ Lors de la « clôture financière », il est obligatoire de rembourser le solde non utilisé et de soumettre le Certified Final Financial Statement and Report (l'État financier et le Rapport finaux certifiés).

RESUME ANALYTIQUE

Le projet d'appui à la Force de Sécurisation des Elections Législatives en Guinée a été la contribution la plus significative dans la création d'un environnement électoral sécurisé dans le cadre des législatives du 28 septembre 2013, et la préservation de la paix sociale au lendemain du scrutin.

Dans ce contexte le projet a permis de renforcer les capacités opérationnelles des agents de sécurité qui ont été mieux outillés pour la protection des électeurs, des candidats, des populations, du matériel et des résultats.

Les différentes interventions menées conjointement par le PNUD et le HCDH ont contribué :

- ✓ Au renforcement de la confiance de la population dans l'organisation matérielle du scrutin. En effet, grâce aux séances de sensibilisation et mise à la disposition des agents du matériel de sécurisation, plus de la majorité de ceux-ci ont adopté une posture avenante à l'endroit des citoyens ;
- ✓ Au renforcement du sentiment de sécurité des leaders politiques, de la population, des organisations de la société civile, des médias ainsi que des acteurs clés du processus électoral en l'occurrence la CENI et la Cour Suprême ;
- ✓ A la crédibilisation des résultats de certaines localités éloignées.

Cette action a contribué à la création d'un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité, constituant ainsi un facteur déterminant de prévention des conflits.

I. But

Le Projet de Soutien d'urgence à la Force de Sécurisation des Élections Législatives (FOSSEL) en Guinée, visait à outiller la FOSSEL avec les moyens logistiques et les connaissances techniques nécessaires pour un encadrement sécuritaire de l'ensemble des opérations électorales, dans le respect des droits humains et des principes universels de maintien et de rétablissement de l'ordre.

Conformément à ces principes, la stratégie de mise en œuvre s'est conçue en complémentarité des acquis du précédent projet d'appui à la force de sécurisation des élections présidentielles de 2010 (FOSSEPEL). Il devait contribuer au déploiement des Forces de sécurisation des élections législatives et à susciter des changements positifs de comportements chez les agents.

Le projet visait l'amélioration des opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre par les forces de sécurité, et le renforcement de leurs capacités de gestion des grands événements dans le strict respect de la déontologie professionnelle et des principes de droits de l'homme. Il a intervenu également en direction des populations et des acteurs politiques en vue de les sensibiliser sur le rôle et les responsabilités de la force de sécurisation des élections législatives.

II. Évaluation des résultats du programme

C'est la section la plus importante du Rapport. Il faudra indiquer tout particulièrement les résultats/et changements, plutôt que les activités. Cette section doit comporter trois parties, présentant différents aspects de la réalité (i. Section narrative; ii. Évaluation de la performance à partir d'indicateurs ; iii. Évaluation et enseignements tirés ; iv. Un exemple précis).

i) **Rapport narratif sur les résultats:**

L'opérationnalisation d'une Force spéciale de Sécurisation des Elections Législatives (FOSSEL) a contribué à rassurer d'une part les principaux acteurs du processus électoral, et d'autre part à créer un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité. Le dispositif technique et logistique, ainsi que l'accompagnement du HCDH en matière de formation en respect des droits humains selon les normes internationales (connaissances nécessaires pour un encadrement sécuritaire de l'ensemble des opérations électorales, dans le respect des droits humains et des principes universels de maintien de l'ordre) ont favorisé la tenue d'une élection législative apaisée à toutes ses étapes cruciales (sécurisation des leaders politiques, acheminement du matériel électoral, sécurisation des bureaux de vote et des centres de centralisations des vote, sécurisation du transport des PV/résultats).



Agents formateurs de la FOSSEL, avec leur paquetage, prêts à se déployer pour la sensibilisation et la sécurisation des élections législatives, Septembre 2013.

Les principaux changements induits par le projet se déclinent comme suit:

1) *Le renforcement de la confiance de la population dans l'organisation matérielle du scrutin :*

Grâce aux séances de sensibilisation des agents sur les droits humains et les techniques de maintien ainsi que de rétablissement de l'ordre, les forces de sécurité ont adopté pour la plupart des comportements citoyens tout au long du processus électoral. Leur comportement responsable a permis d'améliorer les relations civilo-militaires souvent tendues en Guinée au cours des joutes électorales. La présence d'un agent de la FOSSEL dans chaque bureau et les patrouilles des unités mobiles de la force ont été un élément psychologique de dissuasion contre toute velléité de désordre et de trouble à l'ordre public. Dès lors, cela a contribué à rassurer la population. Par ailleurs, l'information et la sensibilisation de la hiérarchie des forces de défense et de sécurité sur la politique de diligence voulue par le Secrétaire Général des Nations Unies a été un élément très dissuasif auprès des éléments de la FOSSEL quant à la commission d'actes qui seraient attentatoires aux droits de l'homme, au droit international humanitaire et droit international des réfugiés.



Le Ministre Guinéen de la Sécurité remettant officiellement le programme au Haut Commandant de la FOSSEL en présence du Coordonateur Résident du SNU et du Ministre de la Défense, Septembre 2013.

2) *Le renforcement du sentiment de sécurité des leaders politiques, de la population et des acteurs clés du processus électoral dont la CENI et la Cour Suprême:*

Aussi bien la population, les acteurs du processus que les leaders politiques ont senti leur sécurité prise en charge par des équipes outillées conformément aux standards internationaux. En effet, les moyens logistiques mis à leur disposition ont permis de rendre opérationnel et efficace la force et ont aidé celle-ci à être présente à toutes les étapes du processus, et surtout dans les endroits les plus enclavés du pays.

En termes de produits, escomptés et réalisés, la présentation est la suivante :

Produit 1 : L'encadrement sécuritaire des opérations électorales est effectué de manière efficace par la force de sécurisation des élections :

Cet encadrement a été effectivement mené à la satisfaction de l'ensemble des acteurs clés engagés dans le processus électoral et a été réalisé à travers :

- L'achat et la livraison de 304 motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication (Talkies walkies, radios VHF, panneaux solaires, téléphones mobiles, ordinateurs, Téléphones satellitaires, Clés de connexion internet, caméra professionnelle), 6.000 unités de matériel du maintien de l'ordre, 12 000 Polos d'identification des agents ainsi que ;
- Le déploiement de deux hélicoptères pour accélérer la remontée des résultats des centres de centralisation éloignés de Conakry.



Motos acquises pour la mobilité de la FOSSEL sur le terrain, Septembre 2014.

Produit 2 : Les opérations de sécurisation du processus électoral s'effectuent dans un environnement respectueux des droits humains et des principes universels de maintien de l'ordre :

Des actions tous azimuts ont été menées afin de s'assurer que les opérations de sécurisation du processus électoral se sont déroulées dans un environnement respectueux des droits humains et des principes universels de maintien et de rétablissement de l'ordre. Concrètement, cela s'est traduit par :

- La sensibilisation de plus de 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sur les principes universels de maintien et de rétablissement de l'ordre et les règles de droit international humanitaire ;
- La formation d'au moins 150 officiers sur le maintien et rétablissement de l'ordre conformément aux principes internationaux régissant les opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre, y compris en intégrant la question de la violence sexuelle ainsi que celle liée au genre. Les officiers intègrent dans leur compréhension, la question de la politique de diligence souhaitée de
- Le surveillance de la situation des droits de l'homme avec le déploiement de 120 moniteurs et la mise en orbite d'une ligne verte pour un monitoring de proximité de la situation des droits de l'homme en complément des actions entreprises dans le présent projet.



Réception et vérification du matériel pédagogique pour la formation des agents de la FOSSEL, Septembre 2013.

Produit 3. La population est bien informée sur le mandat de la Force de sécurisation des élections législatives :

- Les populations de Conakry et de l'intérieur du pays sont sensibilisées sur le mandat de la FOSSEL ;
- Une campagne de communication institutionnelle de la Force de sécurisation des élections législatives (FOSSEL) a été mise en œuvre ;
- 1 spot radio-télévisé est produit et diffusé dans les principales langues du pays et en français ;
- 4 émissions-débats radio-télévisés sont produites et diffusées par les médias publics et privés

Évaluation qualitative:

Le projet a répondu au besoin de sécurisation des élections législatives. L'une des recommandations fortes qui a été soutenue par les leaders politiques dans le cadre de l'accord du 03 Juillet 2013 sur la préparation et la tenue des élections législatives sous l'égide des Nations Unies est la sécurisation du scrutin et la restauration de la confiance des acteurs. Le déploiement de cette force avec les moyens conventionnels de maintien et de rétablissement de l'ordre ont été un facteur primordial d'acceptation des résultats du scrutin et d'apaisement du climat donc de prévention des conflits électoraux. Il a permis de sécuriser les bureaux de vote, les électeurs, les observateurs, les agents impliqués dans la gestion du scrutin, les acteurs de la CENI, mais aussi et surtout l'escorte pour le transport du matériel de vote et des résultats du scrutin.

ii) Évaluation de la performance à partir d'indicateurs:

Sur la base du **Cadre de résultats du programme inscrit dans le Plan des priorités, ou dans le cadre logique du Descriptif de projet**, fournir une actualisation au sujet de la conformité des résultats et des produits avec les indicateurs. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, indiquer tout plan envisagé pour la collecte de ce type de données, et à quelle date cela est prévu.

	Objectifs <u>atteints</u> en liaison avec les indicateurs	Raisons des écarts éventuels par rapport aux objectifs fixés à l'origine	Source de vérification
<p>Résultat 1⁸ : Les élections législatives se sont déroulées sans violence.</p> <p>Indicateur: 100% des actions du projet</p> <p>Données de référence: Plusieurs cas d'incidents sécuritaires violents liés aux élections</p> <p>Cibles prévues à l'origine:</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 304 motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication, 6.000 unités de matériel du maintien de l'ordre, 12 000 Polos d'identification des agents ; • Deux hélicoptères déployés ; • 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sont sensibilisés et formés 	Pas d'écart	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports ; • Cartographie des équipements ; • PV de réception ; • Contrat et facture ;
<p>Produit 1.1 : L'encadrement sécuritaire des opérations électorales est effectué de manière efficace par la force de sécurisation des élections</p> <p>Indicateur 1.1.1 : 304 motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication</p> <p>Données de référence : ND</p> <p>Cibles prévues à l'origine : 304 motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'achat et la livraison de 304 motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication (Talkies walkies, radios VHF, panneaux solaires, téléphones mobiles, ordinateurs, Téléphones satellitaires, Clés de connexion internet, caméra professionnelle), 6.000 unités de matériel du maintien de l'ordre, 12 000 Polos d'identification des agents ; • Deux hélicoptères sont déployés pour accélérer la remontée des 		<ul style="list-style-type: none"> • PV de réception/bordereau de livraison ; • Rapport ; • Factures ; • Cartographie des équipements ;

⁸ Note: Les résultats, produits, indicateurs et objectifs indiqués ici doivent être **sur la même ligne que ceux définis dans le Descriptif de projet/le Plan des priorités ou tout Plan précis de gestion du projet**, de sorte que ce tableau indique bien **les résultats réels et globaux par rapport aux cibles prévues à l'origine**. Si nécessaire, vous pouvez ajouter de nouvelles lignes au tableau, afin d'indiquer éventuellement les Résultats 2, 3, etc.

	<p>résultats des centres de centralisation éloignés de Conakry ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 conseiller spécial est détaché pour deux mois au niveau de la CENI 		
<p>Produit 1.2 : Les opérations de sécurisation du processus électoral s'effectuent dans un environnement respectueux des droits humains et des principes universels de maintien de l'ordre</p> <p>Indicateur 1.2.1 : 13.900 agents et officiers de la FOSSEL et 240 moniteurs/droit de l'homme</p> <p>Données de référence : ND</p> <p>Cibles prévues l'origine : 13.900 agents et officiers de la FOSSEL et 140 moniteurs/droit de l'homme</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sont sensibilisés et formés sur les principes universels de maintien de l'ordre et les règles de droit international humanitaire ; • Au moins 150 officiers sont outillés sur le maintien de l'ordre conformément aux principes internationaux régissant les opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre, y compris en intégrant la question de la violence sexuelle ainsi que celle liée au genre. Les officiers intègrent dans leur compréhension, la question de la politique de diligence. • Au moins 12000 agents ont été outillés sur le maintien de l'ordre et les droits de l'homme par les formateurs des formateurs. • 1200 moniteurs ont été mis à contribution dans toutes les régions administratives pour collecter et remonter des informations en lien avec la violation des droits humains ; • Une ligne verte de surveillance de 		<ul style="list-style-type: none"> • Rapport des ateliers de formation ; • Plan de déploiement des moniteurs ; • Rapport sur la situation des droits de l'homme pendant les élections ; •

	<p>la situation des droits de l'homme a été opérationnalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un rapport quotidien de la situation des droits de l'homme est disponible ; 		
<p>Produit 1.3 : La population est bien informée sur le mandat de la Force de sécurisation des élections législatives</p> <p>Indicateur 1.2.1 : 100% des actions inscrites</p> <p>Données de référence : ND</p> <p>Cibles prévues l'origine : 100% des cibles du projet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations de Conakry et de l'intérieur du pays sont sensibilisées sur le mandat de la FOSSEL. • Une campagne de communication institutionnelle de la Force de sécurisation des élections législatives (FOSSEL) a été mise en œuvre ; • 1 spot radio-télévisé est produit et diffusé dans les principales langues du pays et en français ; • 4 émissions-débats radio-télévisés sont produites et diffusées par les médias publics et privés 		<ul style="list-style-type: none"> • Support audio/vidéo ; • Plan de communication de la FOSSEL ; •

iii) Évaluation, meilleures pratiques et enseignements tirés.

Le présent projet a permis de renforcer les capacités opérationnelles de la force de sécurisation des élections pour la protection des électeurs, des candidats, des populations, du matériel et des résultats du vote.

Dans ce cadre, le Guide Pédagogique finalisé par le Commandement de la FOSSEL, avec l'encadrement technique des experts des Nations Unies a été un outil hautement apprécié par l'ensemble des bénéficiaires des formations sur le terrain. Il est souligné que ce guide est un élément novateur, car aucun outil pédagogique adapté au contexte de maintien de l'ordre durant les élections n'avait été conçu par les autorités en charge de la question. A cet égard, l'ensemble des partenaires pourront continuer à exploiter le document d'orientation de 17 pages contenant les grandes lignes des principes électoraux et de maintien de l'ordre dans le respect des droits humains. En outre, ce guide a constitué une opportunité pour sensibiliser l'ensemble de la hiérarchie sur le principe de diligence souhaitée par le Secrétaire Général des Nations Unies en matière de partenariat entre le système et les forces de sécurité (Due Dilligence).

Au regard des enjeux liés aux élections législatives et notamment à la sécurisation du processus et des résultats du scrutin, le projet a largement contribué à rassurer d'une part les principaux acteurs du processus électoral, et d'autre part à créer un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité.

La démarche inclusive adoptée pour l'identification des besoins, des cibles ainsi que dans les spécifications du matériel à utiliser ont été également déterminants quant aux impacts positifs du projet.

Enfin, la FOSSEL, a su faire montre pour la plupart des situations de violence électorale couvrant la période de mise en œuvre du projet, de professionnalisme notamment dans la gestion des foules.

Cependant, le projet a rencontré quelques difficultés liées à la budgétisation de la sécurisation du processus électoral, à la définition définitive d'un plan de déploiement ainsi qu'à l'organisation des activités de renforcement des capacités dans des délais très courts.

Recommandations :

- Continuer à améliorer la communication sur les attributions de la police, de la gendarmerie dans la sécurité et le maintien de l'ordre;
- Dans le cadre des futures élections, clarifier les questions de commandement entre la CENI et la hiérarchie des forces de défense et de sécurité; et intégrer la réflexion sur la sécurisation du processus (formation, logistique, déploiement) dans l'ordre normal de la planification électorale.

- iv) Histoire d'une réussite précise

Une des réussites du programme aura été l'opérationnalisation d'un dispositif de surveillance de la conduite des agents déployés sur le terrain. Ce dispositif a été mis en place à travers une ligne verte largement médiatisée qui a géré les appels de la population.

Illustration :

C'est Dans ce cadre que le Commandant des opérations de la FOSSEL relate que l'Équipe de monitoring des comportements de la force a été contactée via la ligne verte au cours de la nuit électorale que le domicile d'un Chef de quartier était menacé de destruction. L'équipe a immédiatement appelé la FOSSEL qui s'est immédiatement déployée sur les lieux, permettant de sécuriser le Chef de quartier en question.

Par ailleurs, cette équipe de coordination a reçu des informations de moniteurs de droits de l'homme relatifs à l'insuffisance d'agents de FOSSEL dans certains bureaux de vote. Une fois la CENI et la FOSSEL avisés, ce vide a été comblé.

Traitement de la « dynamique » du conflit :

L'histoire des élections en République de Guinée montre que celles-ci sont souvent empreintes de violence. Au nombre des facteurs induisant celles-ci, la sécurisation reste un défi majeur. Il s'agit en l'occurrence de l'ensemble du processus, depuis l'enregistrement des électeurs jusqu'à la proclamation des résultats définitifs.

Par ailleurs, l'environnement politico-social du Pays est actuellement très chargé en termes de potentiel de conflit compte tenu des tensions sociales et politiques. Ces tensions sont liées d'une part, au déficit d'accès à l'eau et à l'électricité qui a provoqué plusieurs manifestations empreintes de violences au cours des mois de juin, juillet et août 2013, et d'autre part à au déficit de bonne gouvernance et de gestion des conflits intercommunautaires sur fonds socio-économiques, cas des événements de Nzérékoré. À cela s'ajoute l'exacerbation des clivages ethniques par une utilisation des différends communautaires à des fins politiques, toute chose qui pourrait s'intensifier en période électorale.

Dès lors, afin de mieux garantir aux citoyens l'exercice du droit de vote dans des conditions minimales de sécurité, le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, ont développé une stratégie de sécurisation des élections législatives de 2013.

Fruit d'un travail concerté entre la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la police et la gendarmerie nationale, cette stratégie s'est articulée autour de 3 axes majeurs qui sont :

- L'encadrement sécuritaire des opérations électorales (élections législatives 2013);
- La prise en compte de la dimension Droits de l'Homme dans les opérations de sécurisations et ;
- La communication institutionnelle autour des missions de la Force de sécurisation des élections législatives.

Dans cette perspective, la crédibilité de tout le processus électoral restant fortement tributaire du bon déroulement des opérations de sécurisation, le projet a contribué d'une part à l'affermissement de la confiance réciproque des acteurs vis-à-vis du processus, et à dynamisé les efforts déployés par le Gouvernement pour la consolidation de la paix.

Interventions dans le cadre du Projet:

Le projet conjointement exécuté par le PNUD et le HCDH visait à outiller la FOSSEL avec les moyens logistiques et les connaissances nécessaires pour un encadrement sécuritaire de l'ensemble des opérations électorales, dans le respect des droits humains et des standards régissant le maintien et le rétablissement de l'ordre.

Dans ce cadre, les principales réalisations ont porté sur : i) L'achat et la livraison de 304

motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication (Talkies walkies, radios VHF, panneaux solaires, téléphones mobiles, ordinateurs, Téléphones satellitaires, Clés de connexion internet, caméra professionnelle), 6.000 unités de matériel du maintien de l'ordre, 12 000 Polos d'identification des agents ; ii) Le déploiement de deux hélicoptères pour accélérer la remontée des résultats des centres de centralisation éloignés de Conakry ; iii) La sensibilisation de plus de 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sur les principes universels de maintien de l'ordre et les règles de droit international humanitaire, et ; iv) la sensibilisation des populations de Conakry et de l'intérieur du pays sur le mandat de la FOSSEL.

Ces différentes actions ont contribué : i) Au renforcement de la confiance de la population dans l'organisation matérielle du scrutin. En effet, grâce aux séances de sensibilisation et à la tenue mise à la disposition des agents, plus de la majorité de ceux-ci ont adopté une posture avenante à l'endroit des citoyens ; ii) Au renforcement du sentiment de sécurité des leaders politiques, de la population et des acteurs clés du processus électoral dont la CENI, la Cour Suprême, et ; iii) A la crédibilisation des résultats de certaines localités éloignées.

Résultat:

Les interventions menées dans le cadre du projet d'appui à la FOSSEL ont contribué à coup sûr, à rassurer d'une part les principaux acteurs du processus électoral, et à créer un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité d'autre part favorisant ainsi le renforcement de la cohésion et de la quiétude sociale.

L'ensemble des acteurs et des partenaires au développement se sont engagés à déployer tous les efforts afin de prévenir tout risque de violence avant, pendant et après le vote. Ces efforts ont contribué certainement à la consolidation de la paix et aux acquis enregistrés en matière de sécurisation du processus électoral.

Aussi, le matériel (38 véhicules et 304 motos) roulant sous la propriété de la CENI qui en assure la garde afin de couvrir les besoins des prochaines échéances électorales seront réutilisés lors des élections communales de 2014 et des élections présidentielles de 2015.

Le volet dédié au renforcement des capacités des agents de la FOSSEL sur la prise en compte des droits de l'homme, du genre et sur les questions électorales a été un atout majeur de réussite du projet. Dans ce cadre, le guide d'encadrement élaboré par le commandement de la force avec l'encadrement technique des experts des Nations Unies a été hautement apprécié, et constitue un outil de référence qui continue à guider le travail pédagogique au sein des forces de maintien de l'ordre. (cf. le guide en annexe).

Enseignements tirés:

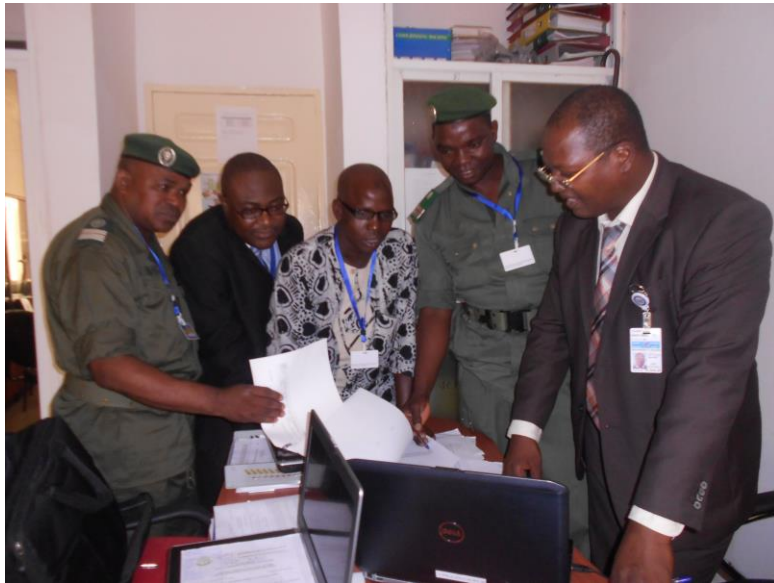
Au regard du contexte de la Guinée, la sécurisation reste une condition sine qua non au bon déroulement des différentes opérations exigées par les processus électoraux. Il importe donc de capitaliser sur les aspects positifs tirés des expériences de 2010 et 2013 dans l'organisation des prochains scrutins. Dans cette veine, un renforcement constant des capacités des forces de défense et de sécurité avec une multiplicité d'outils promotionnels sur les questions des droits de l'homme, une sensibilisation des populations sur le rôle des forces de sécurité, une plus grande lutte contre l'impunité notamment à travers la sanction des responsables de la loi

indélicats, permettront de changer les relations civilo-militaires. En outre, sur la base des expériences tirées au cours de la mise en œuvre du projet, une réflexion très approfondie sur le droit à la manifestation en Guinée doit être menée afin de régler les contentieux souvent passionnés voire violents qui entourent l'exercice de ce droit. Ainsi, prenant en compte le lien intrinsèque que ce droit entretient avec l'instauration d'un Etat de droit, une action ponctuelle du PBF sur cet aspect créerait des conditions pérennes de consolidation de la paix dans un pays encore fragile. Enfin, la synergie d'actions qui a existé entre les différentes parties prenantes au projet a été déterminante quant aux résultats satisfaisants enregistrés.



Agents de la force de sécurisation des élections, habillés et équipés en véhicule de mission par le projet /PBF, Septembre 2013





Equipe d'experts des Nations Unies en séance de travail avec le commandement de la FOSSEL et la CENI, septembre 2013



Remise des guides pédagogiques avant le déploiement des maîtres formateurs de la FOSSEL, Septembre 2013.

